

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALGER-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. G.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman **LE GARS PERIER** au moment de leur souscription.

PARIS, 6 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Nous avons signalé le prochain retour des cuirassés de station *La Galissonnière* et la *Triomphante*. L'amiral Riou, qui commande nos forces navales dans l'Extrême-Orient, ne disposera plus désormais que d'un cuirassé, le *Turenne*, sur lequel flotte son pavillon de commandant en chef. Le ministre de la marine serait peut-être bien embarrassé pour remplacer les deux cuirassés qui vont revenir de Chine après y avoir fait un séjour, l'un de deux ans, l'autre de trois ans. A part quelques navires d'ancien type et très fatigués, il ne dispose que d'un cuirassé passable, la *Victorieuse*, qui est destinée, croyons-nous, à relever bientôt dans la division du Levant la frégate la *Vénus*.

L'état de guerre avec la Chine nous a mis dans la nécessité de mobiliser la meilleure partie de notre flotte de croisière, et pendant quelques mois, les arsenaux ne seront occupés qu'à réparer les navires si inutilement endommagés par le blocus de Formose, la grande conception de M. Jules Ferry.

Les tremblements de terre en Algérie continuent. Nous avons annoncé avant-hier, d'après une dépêche, que d'assez fortes secousses de tremblement de terre avaient été ressenties à Bône, de la partie de la ville de Bône à Bône, de la partie de la ville de Bône à Bône.

Une nouvelle dépêche, parvenue cette nuit, annonce que cinq secousses de tremblement de terre ont été ressenties à Bône, de la partie de la ville de Bône à Bône, de la partie de la ville de Bône à Bône.

La population, prise de panique, a passé la nuit hors des habitations.

EXTÉRIEUR

On avait annoncé qu'un attentat avait été commis contre le sultan; nous n'avons pas voulu en parler avant que les renseignements pris. Cette nouvelle est démentie.

Londres, 5 décembre.

Le bruit courait ce soir que M. Parnell avait été assailli. Renseignements pris, ce bruit est dénué de fondement.

Madrid, 5 décembre.

Le protocole au sujet des Carolines reconnaît la souveraineté de l'Espagne sur l'étendue de 720 milles marins comprenant toutes les îles Palaos, toutes les îles Carolines et le petit archipel situé près de la Nouvelle-Guinée appelé Bismarck par les Allemands, îles de l'Amérique par les Français et îles des Nègres par les Espagnols qui les découvrirent en 1537.

Rome, décembre.

Chambre des députés. — Répondant à une interpellation de M. Canali, M. Depressis, président du conseil, déclare qu'il est pour une politique coloniale commerciale et non pas conquérante. L'occupation Massouah n'est pas en contradiction avec ce principe, car c'est un fait spécial qui fut imposé par les circonstances spéciales du moment.

M. de Robilant, ministre des affaires étrangères, déclare qu'il est pleinement d'accord avec M. Depressis. Il ne veut pas modifier les idées de M. Mancini, dont il apprécie les hautes qualités d'esprit et de cœur et qui lui a donné la base de la politique générale qu'il entend suivre. Il faut, ajoute le ministre, que l'Italie imite l'Allemagne dans l'action protectrice sur et ne préjuge pas les entreprises commerciales de ses nationaux.

M. Canali demande si l'Italie devra se retirer de Massouah.

M. de Robilant répond : Quand l'honneur d'une nation est engagé quelque part et que le drapeau national y a été arboré, on ne l'amène plus.

INFORMATIONS

M. Flavelle, le nouveau secrétaire général de la préfecture de la Seine, doit prendre possession, demain lundi, de ses nouvelles fonctions.

De nouvelle. « pièces vont être ajoutées au Livre Jaune ».

Par suite de cette adjonction, la distribution de ce document sera reculée à la fin de la semaine.

Il n'y a pas encore de temps à la commission du Tong-King ne peut pas encore à la veille de déposer son rapport.

On se rappelle que la Ville de Paris a fait l'acquisition, moyennant la somme de 1 million, de diverses sources situées dans les vallées de l'Eure et de la Basse-Bourgogne.

Des ingénieurs du service hydraulique ont préparé un projet pour amener ces eaux dans des réservoirs situés à une altitude telle que l'on pourrait facilement les distribuer dans les divers quartiers de Paris.

Au point de vue de l'hygiène et de la santé publique, le projet présente un véritable intérêt : malheureusement la dépense est considérable, et l'on ne pourra songer à

réaliser cette entreprise qu'après le vote de l'emprunt projeté par la Ville.

Le Conseil municipal sera prochainement appelé à se prononcer sur les diverses questions.

ELECTION AU CONSEIL GÉNÉRAL

Le Journal officiel vient d'enregistrer l'élection de M. Roumeuf comme membre du conseil général de la Haute-Loire pour le canton de Pinols.

Nous pouvons ajouter les détails suivants :  
Votants : 870.  
M. Paul de Roumeuf, cons. 560 voix  
M. Faucher, rép. 307

LA CORSE

La majorité républicaine de la Chambre a outragé hier les électeurs de la Corse. Cet outrage, elle l'a commis avec la complicité du ministre Brissot qui a osé intervenir dans le débat par une interruption, et celle du président Floquet, qui protégeait de son sourire fadé les ennemis du suffrage universel, et qui poursuivait de ses foudres de carton les défenseurs de la volonté des électeurs.

C'était une conspiration : tout avait été réglé d'avance.

Le gouvernement ne peut se consoler de l'absence de M. Arène.

M. Arène a été rejeté par le suffrage universel, mais le gouvernement se soucie peu des décisions du suffrage universel.

Aussi a-t-il envoyé, voilà quelques jours, en Corse, un préfet, nommé Bès de Berc, qui est connu pour ne reculer devant aucune énormité dès qu'il s'agit de tromper les électeurs dans l'intérêt de quelque candidature officielle.

Le jour où il a nommé ce préfet, le gouvernement savait parfaitement que l'élection serait invalidée. C'était convenu, tout était arrangé.

En vain, M. de Montera a-t-il démontré, dans un chaleureux et éloquent discours, que les élections de la Corse ont été loyales.

En vain, M. Gavini, que ses compatriotes nommaient déjà en 1849, et qu'ils n'ont cessé de nommer depuis 1871, a-t-il fait connaître (ce sont ses expressions) « le véritable secret des élections de la Corse ».

Ce secret, il le réside pour M. Gavini personnellement, dans la confiance réciproque que les électeurs ont en lui, et qu'il a en eux ; quant à MM. Abbattucci, de Montera et comte Milledo, ils ont su, par les services rendus, mériter aussi et conquérir l'estime et l'affection de leurs concitoyens.

Voilà pourquoi ils ont été élus : c'est parce que telle a été la libre et ferme volonté des électeurs de la Corse.

Et c'est à ces électeurs qu'un gouvernement sans pudeur ose venir dire : « Nous » foudrons aux pieds vos décisions ; nous vous sommons de renoncer à vos affections personnelles, à vos convictions politiques, et nous vous ordonnons de donner vos suffrages à M. Arène et à ses amis !

Les électeurs corses ont entendu le défi : ils sauront le relever !

Les électeurs corses ont senti l'outrage : ils sauront s'en venger !

Nous avons confiance.

La Corse n'a pas dégénéré. C'est toujours le pays des sages, des nobles, et jamais il ne sera que noble, libre et loyal, et si libre, on se soumettra à l'illégalité jusqu'à obéir aux ordres des électeurs d'un gouvernement de parti.

Comment ! c'est à l'honneur national des électeurs de l'île qu'on se permet de vouloir imposer de pareils sacrifices !

En bien ! le gouvernement et la majorité du Palais-Bourbon font fausse route.

Du moment que la dignité corse est engagée, la réponse est connue d'avance : la réaction des quatre élus conservateurs est assurée.

Les sœurs hospitalières employées à l'hôpital Cochin avaient demandé un surcroît de l'exécution de l'arrêt de l'administration de l'Assistance publique. Ce surcroît leur a été refusé.

Les sœurs seront expulsées le 21 décembre courant.

Quant au procès entre la famille Cochin et la Ville, ou plutôt l'Assistance publique, il suivra son cours.

D'ordinaire, quand il y a conflit en matière de possession d'héritage ou de propriété, il n'est pris aucune décision tant que les tribunaux ne se sont pas prononcés ; il est logique et équitable, en effet, de ne préjuger ni pour ni contre aucune des parties ; mais ce sont là des principes d'impartialité avec lesquels la République ne compte pas.

Le préfet de l'Ariège, nous l'avons annoncé, a demandé et obtenu qu'un certain nombre de prêtres fussent privés de leur traitement, comme coupables d'ingérence électorale ; au nombre de ces victimes du despotisme républicain se trouve M. l'abbé Daran, curé de Lédar, et selon les règles administratives, c'est le maire qui a été chargé de notifier la sentence au condamné.

Or, voici en quels termes la notification a été faite :

Monsieur le curé,

Je suis chargé par M. le sous-préfet de vous notifier la décision ci-jointe de M. le ministre des cultes.

Je n'hésite pas à vous déclarer, monsieur le curé, que cette décision a été prise sans ma participation. Je n'ai pas été consulté, je le regrette, car j'aurais épargné à M. le ministre le tort de prendre une mesure injuste et injustifiée.

Je me rendrai à Foix lundi prochain, j'aurai l'honneur de voir M. le préfet ; je

lui dirai que sa religion a été trompée et je lui demanderai d'appeler la décision de M. le ministre au jugement de M. le préfet plus amplement et plus fidèlement renseigné.

Veillez agréer, monsieur le curé, avec l'expression de mes regrets, l'assurance de ma considération distinguée.

TRINQUÉ.

Le maire sera certainement conservateur, dira-t-on, et il faut le suspendre.

Non, M. Trinqué est républicain et c'est justement ce qui donne à sa protestation son caractère significatif.

Il ressort de plus de cette lettre que la première personne à consulter en pareille matière — le maire — n'a même pas été interrogée.

Et voilà comment M. le préfet de l'Ariège, qui nous paraît un vrai sectaire, entend la justice. Mais qu'il y prenne garde, les sectaires sont toujours ceux que l'on sacrifie, en raison de l'excès compromettant de leur zèle.

Nous avons à diverses reprises entretenu nos lecteurs de la double nomination de M. Levallant au poste de directeur du personnel, au ministère de l'Intérieur, et de directeur de la sûreté générale. On sait que les places avaient vu d'un très mauvais œil d'être placées sous la coupe d'un fonctionnaire appartenant à la police, et que des observations avaient été faites en ce sens au ministre.

Nous avons lieu de croire que ces raisons, toutes de haute convenance, n'ont pas été étrangères aux motifs qui ont amené M. Levallant à renoncer à la direction du personnel au ministère de l'Intérieur.

Mais il y a, par-dessus tout, l'agence Havas a déclaré que M. Levallant avait voulu se consacrer exclusivement à la surveillance des partis monarchiques. Cette résolution fait honneur au zèle policier de M. le directeur de la sûreté ; mais on assure que s'il a abandonné ses autres fonctions, c'est qu'il ne lui a pas été permis de pratiquer dans le personnel les coupes sombres qu'il se proposait de faire et que lui imposaient les radicaux. Le ministre s'y serait opposé pour ne pas se mettre à dos les opportunistes.

LES

ELECTIONS EN ANGLETERRE

Les libéraux l'emportent. Le vote des villes avait donné la victoire aux tories ; le vote des campagnes a assuré le triomphe des whigs. C'est l'inverse de ce qui se passe généralement en France, où les ruraux sont, plus que les habitants des villes, attachés aux idées conservatrices.

A quoi faut-il attribuer ce résultat imprévu ? Quelles sont les causes qui ont amené la défaite de lord Salisbury, alors qu'il semblait assuré du succès, et que le Times lui-même embouchait la trompette en son honneur ? Voilà ce que nous allons essayer d'expliquer ici. Mais avant d'aller plus loin, nous devons mettre nos lecteurs en garde contre la tentation qu'ils pourraient avoir de considérer la victoire des libéraux comme offrant le moindre danger pour l'Angleterre et comme ayant un caractère révolutionnaire. L'interpréter ainsi serait l'indice d'une ignorance profonde de l'histoire du parlementarisme chez nos voisins ; ce serait commettre une erreur aussi grande que celle qui consisterait à voir dans l'arrivée aux affaires des conservateurs français la menace d'un retour aux abus de l'ancien régime.

On s'est un moment beaucoup réjoui en France de ce que les tories semblaient vouloir « porter » ; il n'y a pas lieu de se désoler de ce que les whigs vont reprendre le pouvoir. Whigs et tories, si ennemis qu'ils paraissent, ne sont, en réalité, que les deux fractions d'un même parti ; les uns sont favorables à la politique progressiste, les autres sont plus attachés aux traditions du passé ; mais tous, qu'on le sache bien, sont d'accord sur la nécessité de satisfaire les exigences de la démocratie moderne, sans songer, pour cela, à détruire les vieilles institutions de l'Angleterre.

Cela est si vrai, que la chambre héréditaire, cette *House of Lords*, si fière et si entichée de ses privilèges, renferme des tories et des whigs aussi ardents à défendre respectivement leur opinion que le sont les membres des Communes appartenant aux mêmes nuances politiques. Or, à qui fera-t-on jamais croire que lord Hartington, qui siègea un jour comme duc de Devonshire, à la Chambre haute ; que le marquis de Lorne, qui y siégea comme duc d'Argyll et qui est, de plus, grand-père de la reine ; que les Russell, les Grosvenor, les Roseberry, qui se sont présentés comme candidats whigs ou ont soutenu la candidature de libéraux, soient disposés à porter la moindre atteinte à l'organisation politique qui, depuis deux cents ans, a fait l'Angleterre grande et prospère ?

Les élections qui viennent d'avoir lieu offraient toutefois un intérêt particulier. Deux millions d'électeurs avaient été introduits dans le corps électoral, et bien des hommes d'Etat anglais se demandaient avec inquiétude quel effet cette extension du droit de suffrage allait produire. En somme, le résultat obtenu n'a pas sensiblement différé de ce qu'il eût été avec la loi de 1837.

Les votes se sont portés sur les whigs plus que sur les tories, mais l'élément radical, tant redouté, n'a fait aucun progrès, et ce parti ne sera représenté, dans le nouveau Parlement comme dans l'ancien, que par une minorité infime.

Cela prouve combien est profond l'attachement du peuple anglais pour ce régime oligarchique auquel il aura dû les

plus belles pages de son histoire, sa suprématie sur le monde et le développement inouï de son commerce et de son industrie !

Aussi, malgré l'arrivée à la vie politique de deux millions de citoyens qui, la veille encore, n'étaient rien dans l'Etat, le choix des électeurs a-t-il continué à se porter sur les cadets de l'aristocratie et sur les membres de cette haute bourgeoisie, qui confine à la noblesse, et qui est la pépinière où chaque année la faveur du souverain va chercher ceux qu'elle inscrit sur le livre d'or de la pairie.

C'est donc encore la classe dirigeante qui va gouverner l'Angleterre, et nous lui devons cette justice qu'elle a tout fait pour mériter la confiance qu'elle inspire.

Toujours prêts à comparaître devant le peuple, alors même qu'il était tenu en dehors de la vie publique, ne lui parlant jamais qu'un langage élevé où ses devoirs lui sont enseignés en même temps que ses droits, les hommes d'Etat de l'Angleterre ont donné à la démocratie anglaise la forte éducation politique à laquelle elle doit de s'être montrée sage, modérée, patiente ; ce que serait certainement notre démocratie, si la France avait eu, comme l'Angleterre, cette chance heureuse de ne produire aucun de ces aventuriers qui — sanguinaires ou imbéciles — ont si souvent, chez nous, entraîné le peuple à des crimes ou, en d'autres termes, à la folie.

Maintenant, d'où vient que les libéraux l'aient emporté sur les conservateurs ? Pourquoi ceux-ci ont-ils en la majorité dans les villes tandis qu'ils se sont trouvés en minorité dans les campagnes ?

Les causes de cette anomalie apparente peuvent s'expliquer ainsi : Dans les villes, l'orgueil britannique a gardé encore aux libéraux des humiliations qu'il a subies au Soudan et dans l'affaire de l'Afghanistan, grâce à la politique de M. Gladstone, tandis que l'attitude ferme de lord Salisbury vis-à-vis de la Russie et en Birmanie a rendu les tories très populaires. Qu'on ajoute à cela l'augmentation considérable des impôts pendant les quatre dernières années, augmentation qui a surtout pesé sur les villes, et aussi l'effroi causé aux libéraux timides, aux anglicans convaincus, aux catholiques qu'on ne trouve que dans les grands centres, par l'adhésion imprudente de certains *leaders* du parti whig au programme radical, et on aura l'explication du vote des villes en faveur des tories.

Dans les campagnes, au contraire, le *chavirisme* n'est pas une corde qu'on puisse faire vibrer aisément. Dans un pays où n'ont jamais existé ni la conscription ni le service obligatoire, la politique extérieure n'éveille qu'un faible écho. Le Soudan, l'Afghanistan, la Birmanie sont des mots sans signification bien nette pour le rural anglais qui, tenu en dehors de la vie publique, n'a eu jusqu'ici d'autre souci que celui de ses intérêts matériels.

Indifférent aux luttes parlementaires, ne parlant presque jamais politique, le paysan ne pouvait pourtant point rester insensible à l'événement qui faisait de lui un électeur, pas plus qu'aux doctrines qui lui faisaient entrevoir la possibilité de devenir propriétaire de ce sol, qu'il n'a jusqu'ici travaillé pour le compte d'autrui.

Il a donc voté pour les libéraux, promoteurs du dernier *Franchise Bill*, et, à défaut de candidats radicaux, pour ces mêmes libéraux qui, s'ils ne les approuvaient point entièrement, au moins ne se montraient point hostiles aux promesses de partage de terres que les tories, eux, n'hésitaient point à qualifier de mesure inique et spoliatrice.

Voilà, croyons-nous, ce qu'il faut voir dans les élections anglaises. Que si, maintenant, on nous demande le rôle qu'ont joué les Irlandais dans la lutte électorale, nous répondrons qu'ils ont été fidèles à la politique qu'ils ont toujours suivie. Cherchant à se créer dans le Parlement une forte position, ce qu'ils ne pouvaient obtenir qu'en divisant les deux partis qui, pour eux, sont l'ennemi, ils ont manœuvré en conséquence. Les Irlandais des villes ont voté d'abord pour les conservateurs, par haine de Gladstone ; puis, lorsque les tories ont paru devenir trop puissants, les Irlandais des campagnes ont donné leur appui aux libéraux. Politique habile, du reste, et qui finira par faire triompher le mouvement nationaliste qui veut l'Irlande autonome.

Le général Brière de l'Isle

Le général Brière de l'Isle a dit que la période militaire a été close au Tong-King le jour de la signature du traité de Tien-Tsin.

Le sieur Ferry avait déjà dit cela à la tribune du Sénat et de la Chambre après la conclusion du traité de Tien-Tsin par M. Fournier ; et nous avons eu après l'affaire de Bao-Lé, accident déplorable nous le voulons bien, mais qui eût pour conséquence la marche sur Lang-Son, que l'on n'atteignait qu'en livrant tous les jours de sanglants combats, la bataille de Bang-Bo sur le territoire chinois, la retraite sur Lang-Son suivie de la perte de cette place, d'un autre côté le siège de Thuyen-Quan, et enfin la guerre maritime dans les mers de Chine et la désastreuse campagne de Formose. Et le

citoyen Ferry avait effrontément affirmé que la période militaire était close.

Depuis la signature du traité de Tien-Tsin, on ne cesse de se battre dans le Delta, le général Jamont aux environs de Hong-Hoa, et le général de Négrier aux portes de Bao-Ninh. Cela n'a pas empêché le président du conseil Brissot et le général Brière de l'Isle de répéter que la période militaire était close.

Mais ce qu'il y a d'inouï, c'est qu'après cette affirmation ils ont déclaré, l'un et l'autre, qu'il fallait achever la conquête du Tong-King, c'est-à-dire occuper Lao-Kai, That-Kho et Cao-Bang. Ces deux illustres républicains s'imaginent donc que cela pourra se faire sans coup férir !

Brissot n'a certainement pas d'idée bien arrêtée à ce sujet : il n'a fait que réitérer la leçon qui lui a été faite par son prédécesseur et son maître.

Quant au général Brière de l'Isle, l'explication de ses paroles est très simple. Son extrême légèreté est de notoriété dans la marine, et sa disposition à solidement établir cette réputation qui n'était que trop méritée.

Il n'y a pas donc lieu d'être étonné de voir des idées extravagantes surgir de son cerveau, et de l'entendre parler de conquêtes, tout en déclarant que la période militaire est close.

Le gouvernement veut conquérir tout le Tong-King, c'est parfait ! C'est une solution de la question ; mais s'il obtient gain de cause, il fera bien de ne pas se fier à l'ex-général en chef et à faire un effort proportionné aux difficultés à vaincre s'il ne veut s'exposer à de nouveaux désastres et compromettre l'honneur du drapeau un peu plus qu'il ne l'est.

Les 15,000 Français qui sont au Tong-King, renforcés de quelques milliers de tirailleurs tonkinois, ont à lutter sans relâche contre des bandes ennemies, qui se reforment sans cesse en plein Delta, et M. Brière de l'Isle prétend que ces troupes seront suffisantes pour conquérir tout le Tong-King. On ne saurait rêver chose plus insensée !

Il n'a pas ménagé dans ses discours ces malheureux tirailleurs algériens, que le climat humide a cruellement éprouvés ; mais en revanche, il a accablé d'éloges les tirailleurs tonkinois. Quoique nous soyons édifiés sur leur valeur, nous ne contesterons pas les louanges du général ; mais il nous permettra de lui dire qu'il ne faut avoir qu'une confiance limitée dans les troupes indigènes, et qu'il est prudent de les encadrer par des troupes nationales, doubles en nombre.

C'est encore une folie que de croire que l'on pourra se maintenir dans tout le Tong-King avec trois mille hommes de troupes françaises et quinze mille tirailleurs tonkinois, en admettant qu'on arrive à les recruter, ce qui est encore douteux.

On fera bien de ne pas tenter cette expérience, qui pourrait nous coûter cher.

Il paraît enfin que le général Brière de l'Isle, tout comme le citoyen Ferry, considère les Chinois comme une quantité négligeable, puisqu'il s'est fait fort d'aller à Canton, si on mettrait à sa disposition 10,000 hommes et des moyens de transport en quantité suffisante. Ce trait achève de dépeindre l'homme.

Nous ne pensons pas que l'éloquence et les arguments de l'ex-commandant en chef au Tong-King aient produit une impression favorable sur les membres de la commission des trente-trois, et aient augmenté les chances de succès des projets du gouvernement.

Brière de l'Isle est condamné par l'opinion publique, c'est un homme à la mer.

ECHOS PARLEMENTAIRES

La commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition de M. Georges Martin tendant à appliquer au département de la Seine la loi du 10 août 1871 a décidé de reprendre l'examen de la proposition, sans se préoccuper d'ailleurs de la proposition analogue tendant à la Chambre est actuellement saisie.

M. le président du conseil a entendu les explications de M. Bozérien, qui avait été chargé de faire une démarche auprès du président du conseil.

La commission du Sénat chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bardoux, tendant à réprimer les fraudes commises de propriété artistique, a approuvé après une courte discussion les divers articles de la proposition et a nommé M. Bardoux rapporteur.

A la Chambre, la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Barodet, tendant à la vérification et au classement des programmes électoraux des 4 et 18 octobre, a conclu à l'adoption de la proposition. M. Michelin, député de la Seine, a été chargé de faire un rapport favorable.

La discussion générale sur les crédits pour le Tong-King ne s'ouvrira pas avant mardi dans la commission. Dans ces conditions, on considère comme impossible que le rapporteur soit nommé avant jeudi. Si le rapport est déposé samedi, les débats en séance publique pourront s'ouvrir vers le 14 ou le 15 décembre.

La commission du Tong-King s'est réunie pour procéder à un travail de recapitulation sur les procès-verbaux de ses séances depuis le commencement.

MM. Lockroy et Périé ont communiqué à la commission les pièces du dossier de l'affaire Herbingier propres à éclaircir sur les causes de la retraite de Lang-Son.

Ainsi qu'il avait été convenu avec le ministre de la guerre, c'est à titre confidentiel que ces documents ont été communiqués à la commission.

A propos du colonel Herbingier, citons cette déclaration de son médecin.

Ce médecin, attaché à l'hôpital Saint-Jacques, est le docteur Claude, et habite à Paris, 43, rue Caumartin.

Sa situation scientifique et son caractère

personnel lui donnent une autorité que nul ne songe à contester.

Le docteur Claude a déclaré, à son honneur de médecin et du fond de sa conscience, que jamais, à aucune époque, le colonel Herbingier n'avait éprouvé le moindre signe d'alcoolisme.

Ce praticien est prêt à en donner sa parole devant quelque juridiction que ce soit.

« J'ai eu, à l'occasion, l'occasion de signer plusieurs fois le colonel, à raison des désordres causés par ses blessures dans l'économie générale de sa santé.

« C'est un anémique et pas autre chose ; la meilleure preuve, c'est que je lui ai ordonné des vins généreux et des boissons toniques et fortifiantes, afin de remédier promptement à cet état anémique constaté et avéré chez lui. Est-ce là ce qu'on ordonne à un alcoolique ?

« J'ai vu longuement le colonel à son récent voyage et avant qu'il repartir pour aller chercher des juges à Haïti. Pas plus à ce moment qu'à aucun autre, je n'ai constaté chez lui la moindre trace, même lointaine, d'alcoolisme ; le fiens à le déclarer hautement et devant tous, et vous pouvez faire de mon témoignage et de mon affirmation tel usage qu'il vous plaira. »

Da son côté, l'*Intransigeant* publie une lettre, signée Lebrun, capitaine en retraite, à Marseille ; nous en détachons ces lignes :

« Quand il est revenu de Paris, retournant au Tong-King, j'ai été à la gare avec le capitaine Avril.

« Je retourne au Tong-King pour y être jugé, nous dit le colonel ; tel je ne puis rien dire j'ai promis de me taire. »

Je lui demandai s'il était certain du résultat favorable de son affaire.

Voici sa réponse : — Mou cher Lebrun, vous me connaissez ?

— Oui, lui dis-je.

— Eh bien ! je me serais brûlé la cervelle pendant la retraite, si j'avais été coupable. J'ai plus de preuves qu'il n'en faut pour me tirer d'affaire honorablement.

J'ai cru utile de faire connaître les faits, au moment où une si grave accusation est portée par le général Brière de l'Isle contre l'un des officiers les plus distingués de notre armée.

ECHOS

S. M. la reine Victoria, qui habite en ce moment le château de Windsor, a rendu, hier, visite à S. M. l'impératrice Eugénie, à Farnborough.

La reine d'Angleterre, après avoir passé une couple d'heures avec l'impératrice, était de retour le soir au château.

L'Académie des beaux arts a procédé hier, sous la présidence de M. Bouguereau, à l'élection d'un membre de l'Académie libre, en remplacement de M. Emile Perrin.







Miville et Bonilbert, chacun à deux mois de prison et 1,000 fr. d'amende, ainsi qu'à 4,000 fr. de dommages intérêts et à l'insertion de l'arrêt dans dix journaux au choix de M. Delamarque.

E. R.

Voilà une femme, ayant une fortune considérable, charitable, d'un esprit élevé, d'un cœur excellent, mais ayant le défaut impardonnable de haïr les canons et les visites. Elle recueillait dans son château deux jeunes filles, auxquelles elle voulait donner une éducation, une éducation soignée. Elle les avait amenées des Valais.

Une d'elles meurt. La rumeur publique — deux charbonniers, deux charbonniers, deux herbivores — prétend que la petite fille était morte de faim, qu'elle avait été empoisonnée, qu'elle avait succombé sous les coups.

La Faculté est appelée... oh ! stupéur ! Sur quatre médecins, trois furent du même avis, et tous furent unanimes à déclarer que la petite Madeleine Beyrison n'était morte ni d'un empoisonnement, ni de faim.

Mais il y avait des écoulements sur le cadavre de la petite Madeleine ; il y en avait même 37.

C'est ici que les médecins se séparèrent. L'un prétendit que les écoulements provenaient de mauvais traitements infligés à la petite Madeleine.

Les autres déclarèrent que les plaies constatées sur le corps s'expliquaient par les chutes de la pauvre enfant pendant ses chutes nerveuses. Ils rappelaient que la petite Madeleine y était très sujette.

Arrive le docteur Brouardel qui confirme le rapport du premier médecin.

Et voilà Mlle Saison en police correctionnelle.

Les juges d'Arras la condamnent à deux ans de prison.

Adoptez donc les gens ! Heureusement nous avons des cours d'appel dans le Nord de la France.

Et la cour d'appel, après avoir entendu un médecin de plus, a acquitté Mlle Saison. Il faut avouer que de pareilles tracasseries sont faites pour vous guérir de la charité.

Que l'on prenne les écoulements en considération tant que l'on voudra, que l'on accorde à la rumeur publique plus de crédit que le code n'a jamais pensé à lui en accorder, soit ! mais nous le voulons bien. Mais lorsqu'il y a doute — et un doute comme celui qui existait dans cette affaire — qu'on fasse autant de cas des rapports des médecins (alors que deux de ceux-ci se prononcent pour la culpabilité et que trois se prononcent contre) et aussi peu de cas des antécédents, voilà qui peut surprendre à bon droit ceux qui connaissent la justice française.

Il y a des juges à Arras... Qu'on ne les fasse pas venir !

## GAZETTE THEATRALE

A LA RENAISSANCE

Très brillante reprise de *Jonathan* hier soir à la Renaissance, où l'amusante comédie de MM. Godein, Oswald et Giffard a retrouvé le succès de sa création.

M. Vois, qui avait été frappé d'un coup de sang avant-hier, était assez rétabli pour jouer son rôle à la satisfaction générale.

Nous espérons que *Jonathan* qui, créé en 1879, présente pour beaucoup de personnes l'attrait d'une nouveauté, désenguignonne-ra enfin le théâtre de M. Fernand Samuël.

Ce soir, dimanche, à l'Opéra-Comique, on jouera le *Maître de Chapelle* et *Carmen*.

Volci quels seront les spectacles de la semaine dans les théâtres lyriques :

A l'Opéra :  
Lundi 7 : *le Cid*.  
Mercredi 9 : *le Cid*.  
Vendredi 11 : *le Cid*.  
Samedi 13 : *Faust*.

A l'Opéra-Comique :  
Lundi 7 : *Manon*.  
Mardi 8 : *l'Étoile du Nord*.  
Mercredi 9 : *Manon*.  
Jeudi 10 : *l'Étoile du Nord*.  
Vendredi 11 : *Lalla-Roukh*, le *Barbier de Séville*.

Comédie-Française. — *Socrate et sa femme*, comédie en un acte, en vers, de M. Théodore de Banville. — *L'Héritière*, comédie en un acte, en prose, de M. Eugène Morand.

Théâtre-Beaumarchais. — *L'Assiette au beurre*, revue en trois actes et huit tableaux, de MM. Henry Buguet et Bertol-Graivil.

Le Théâtre-Français a enfin exhibé, mercredi, la comédie de M. Théodore de Banville, *Socrate et sa femme*, qui attendait depuis treize ans dans ses cartons. C'est un legs de l'ancienne administration, et j'entends répéter, et je vois écrit, depuis quatre jours, que c'est un beau legs. Il est parfaitement certain qu'elle a obtenu un vif succès et que tout n'était pas camaraderie ni complaisance dans les trois salves d'applaudissements et les rappels géminés qui ont accueilli le nom de l'auteur jeté à l'orchestre, non sans quelque emphase, par M. Coquelin.

Encore que des habitudes, des abonnés, gens d'expérience et qui connaissent bien le vrai public, m'aient affirmé que c'était plus chaud que chaud et plus bruyant que sincère, je dois dire loyalement que la manifestation m'a paru vraiment très cordiale, et que les claps d'admiration dont j'ai été témoin semblaient bien égarer, en lyrisme, la poésie même qui les provoquait. J'ai d'ailleurs rencontré, à tous les étages du théâtre, des amateurs charmés, des connaisseurs ravis ; et j'ai bien vu depuis, dans nombre de journaux, que les mots de chef-d'œuvre et de triomphe étaient prononcés avec une franchise et un entrain qui ne permettent pas de supposer que l'hommage s'adressait uniquement à la vieillesse honorée de M. Théodore de Banville.

Discutons, cependant. C'est si bon de discuter quand on est sûr d'y mettre de la bonne foi et qu'on espère y apporter des arguments ! Je confesse avec une humilité qui n'est point de la fausse modestie, et aussi avec une sorte d'inquiétude et d'angoisse, née de la peur que

Samedi 12 : Deuxième samedi de l'abonnement, *Manon*.

Les Bouffes-Parisiens donneront demain la millième représentation de la *Mascotte*.

Mme Ugalé a été photographiée à la création de *Belina*, Mme Griser-Monibazon, en ce moment à Bruxelles, où elle chante les *Petits Mouquebats*, pour la prière, va la solennité du chiffre, de venir chanter, lundi 7, la *Mascotte*, à Paris, avec le créateur, M. P. Morlet. Le directeur des Galeries-Saint-Hubert aurait bien voulu accéder à la demande de Mme Ugalé, mais il fait, avec d'Artagnan, des recettes qui ne lui permettent pas de se séparer de sa pensionnaire.

Il veut aussi la garder pour la *Mascotte*, et il reprendra demain soir avec elle, l'opérette de M. Andran, pour que la représentation bruxelloise coïncide avec la millième parisienne.

La cinquantième de l'Age ingrat, donné vendredi soir à la Vierge, a dépassé, trois mille francs, le record. Impossible d'« entrer » une pièce aussi vivante. On la donnera donc encore lundi et mardi soir. Mercredi, irrévocablement, première de *Georgette*, la comédie nouvelle de M. Sardou.

On nous prie d'annoncer qu'il ne reste pas une place, pas un strapontin, pas un petit banc pour cette première, et qu'aucune demande n'aurait chance, à l'heure qu'il est, d'être accueillie.

Au Palais-Royal, la première représentation de *Carotte*, comédie en trois actes, de M. Emile Bergerat, est fixée à jeudi prochain 10 décembre.

On va reprendre, à la Comédie-Française, le *Distrait*, de Regnard, avec M. Delaunay dans le rôle de Dorante.

Au théâtre Déjazet, le grand succès de *Régine* s'affirme de plus en plus. Chaque soir un nombreux public témoigne, par ses chaleureux applaudissements, de sa sympathie pour les excellents artistes qui se sont associés pour continuer les représentations du drame touchant de MM. George Richard, A. Béliant et B. Millauvoys.

Hier, toutes les loges étaient occupées. Il y a longtemps que le théâtre Déjazet ne s'était trouvé à pareille fête.

La respectable mère de M. O. Comettant, l'un de nos meilleurs critiques d'art musical, vient d'être nommée officier d'Académie.

Mme Comettant, établie depuis bientôt cinquante ans à Paris, son pays d'adoption, sa patrie artistique, y a formé quatre générations de pianistes, dont plusieurs sont entrés au Conservatoire national de Paris, et parmi ces sujets, il faut citer, dans un rang exceptionnel, sa propre fille, Mme Piliot, épouse elle-même d'un éminent professeur.

Voilà donc des palmes académiques vaillamment conquises, au milieu d'une famille d'artistes tous pleins de distinction.

Q. DORANTE.

La liquidation des opérations engagées pour fin novembre sur nos Rentes et les diverses autres valeurs, qui a eu lieu au début de cette semaine, est venue s'ajouter à la liste déjà longue des règlements mensuels effectués à l'avantage des acheteurs.

Ces derniers ont, en effet, été favorisés sous tous les rapports puisque, d'un côté, les reports se sont tenus à un taux des plus minimes (il y a même eu du déport sur beaucoup de valeurs), et que, d'autre part, les cours de compensation de la plupart des valeurs, et ceux de nos Rentes notamment, ont été établis au-dessus des prix cotés lors de la liquidation de fin octobre.

Une fois la liquidation terminée, le mouvement ascensionnel a poursuivi sa marche pendant le reste de la semaine et jusqu'à la clôture de la Bourse d'hier ; aussi ce sont des différences en hausse fort appréciables que nous avons à constater sur presque toutes les valeurs.

J'ai d'avoir perdu, ce soir là, tout discernement, qu'il m'a été impossible de m'émouvoir et de m'extasier au même degré que le voisinage. Même en me pinçant, je n'ai pas réussi à me monter à la température ni à partager ses transports. Il faut vraiment que les sources de la gaieté commencent à se tarir en moi, puisque la *Femme de Socrate* qui a fait rire tant de monde ne m'a pas fait rire. Je m'en accuse ou m'en excuse, comme il vous plaira ; mais le fait est qu'elle m'a laissé très sérieux, même sous les traits de Mme Samary, et j'en vais dire les raisons, si tant est qu'il y ait là des raisons à donner. On n'a pas ri, on n'a pas ri ; voilà tout. Le pourquoi est terriblement surcroûte.

Que m'a-tout d'abord déconcerté, si je ne me trompe, c'est un air de grosse caricature et de bouffonnerie outrance que le poète a donné à son principal personnage, et que l'actrice a furieusement souligné. J'entends bien que la *Femme de Socrate* est non seulement une comédie antique, mais ce qu'on appelle une vieille comédie, inspirée d'Aristophane et de Molière, et à laquelle on ne demandait même pas d'être une pièce. En effet, ce n'est pas une, dans le sens du moins que nous attachons aujourd'hui à ce mot. Vous n'y trouverez pas ombre d'action ni d'intrigue, et *Amphitryon* passerait pour un imbroglio très compliqué à côté de la *Femme de Socrate*. Tout se réduit à une suite de scènes dans lesquelles l'actrice Xantippe cherche querelle à son mari et exerce la patience de ce philosophe à sang froid. De guerre lasse, elle étouffe et va crever de rage, mais comme c'est, à tout prendre, une maladie dont on ne meurt pas, elle en revient, et promet, à genoux, de ne plus recommencer... Tenez pour certain qu'elle recommencera tout à l'heure !

Cette série d'explosions, ces cascades de colères poussées jusqu'au paroxysme ont beaucoup amusé la majorité des spectateurs ; je les ai trouvées monotones et chargées.

XANTIPPE  
Il n'entend rien. Je vais, je viens, je ris, je cours, je parle ; il se soucie autant de mes discours que du murmure d'une abeille sur l'hyacinthe. Mais, patience ; puisqu'il veut que je m'y mette, je m'en vais lui parler d'une telle façon que de ma voix sans doute il tigrera le son. Socrate ! vagabond ! traite ! crève ! bigame ! Sympheant ! voleur !

... Ce n'est rien, c'est ma femme !

Et ainsi d'un bout à l'autre, lui calme, elle déchaînée ! Toujours prête à rugir et à mordir ! Un instant elle s'apaise à l'i-

On peut considérer ce résultat comme d'autant plus satisfaisant, que les graves événements qui s'étaient produits pendant le mois précédent donnaient à craindre que le règlement mensuel des comptes ne se fit pas dans de bonnes conditions pour les acheteurs.

Il est vrai que ceux-ci avaient à leur actif deux éléments de succès d'une réelle importance : l'abondance toujours considérable des capitaux disponibles et le découvert à la baisse formé à la suite des événements dont nous venons de parler.

Cette situation a eu pour conséquence, comme il était facile de le prévoir, l'abaissement des reports et la progression des cours ; mais, en ce qui concerne ce dernier point, il nous semble que le résultat obtenu est suffisant pour le moment et qu'il serait prudent de le bien consolider avant de pousser plus loin le mouvement.

Nous savons bien que la nécessité où se trouve la haute banque de faire en sorte que les cours des valeurs qu'elle a en portefeuille soient au niveau le plus élevé possible, lors des inventaires de fin d'année, est un garant des sérieux efforts qu'elle tentera pour soutenir le marché pendant le mois dans lequel nous entrons.

C'est là un fait dont il faut assurément tenir compte ; mais la prudence commande aussi, tout en admettant comme possible, comme probable même, une solution pacifique de la question qui s'agit dans la presqu'île des Balkans, de ne pas perdre de vue que notre situation intérieure, tant au point de vue économique qu'au point de vue financier, laisse malheureusement toujours beaucoup à désirer.

Nous estimons donc, comme nous venons de le dire, que la consolidation des avantages déjà fort beaux obtenus par les acheteurs est une besogne suffisante pour le moment, et que, sauf un petit nombre de titres de premier ordre signés par nous comme étant encore au-dessous des prix qu'ils méritent, toutes les autres valeurs ont présentement atteint un niveau qu'il serait sage de ne pas dépasser beaucoup jusqu'à nouvel ordre.

Fonds d'Etat français et étrangers

C'est une avance de 40 centimes que nous avons à constater aujourd'hui sur chacune de nos Rentes, que nous laissons respectivement cotées comme suit : 3 0/0, 80 5/8 ; 4 1/2 0/0, 108 60 ; Amortissable, 82 20.

Les raisons exposées ci-dessus peuvent justifier cette avance, notamment en ce qui concerne le 3 0/0, dont le coupon trimestriel de 75 cent., échéant le 1<sup>er</sup> janvier, sera détaché à la Bourse le 16 courant, mais pousser plus loin nos fonds publics, en présence des légitimes préoccupations causées par notre situation intérieure, nous paraît imprudent.

Comme nous l'avions prévu, le 5 0/0 italien continue sa marche vers le pair, aux environs duquel il s'établit tranquillement dans un avenir prochain, car le développement croissant de la prospérité de l'Italie place incontestablement le crédit de ce pays immédiatement à la suite de celui de la France et de l'Angleterre.

Le cours de 96 65 pour la Rente italienne, lorsque trois semaines seulement nous séparait du détachement de son coupon semestriel de 2 fr. 17, est donc un prix d'achat dont nos capitalistes foront bien de profiter.

Il s'est produit une reprise assez sensible sur l'Extérieure espagnole qui, restée il y a huit jours à 51 7/8, est remontée graduellement jusqu'à 53 1/2 et ferme à 53 1/8 ; mais nous n'avons pas besoin de dire qu'en présence de la situation actuelle de la péninsule ibérique, la plus vulgaire prudence commande de n'opérer qu'avec beaucoup de circonspection sur les fonds espagnols.

Les fonds austro-hongrois et russes ont une allure plus hésitante que précédemment. Le Florin autrichien (or) reste à 87 1/2, le 4 0/0 hongrois à 80 1/4 et le 5 0/0 russe 1874 à 100 francs. Si la question bulgare ne recevait pas une solution pa-

cifique, ces prix ne pourraient évidemment pas être conservés.

Le 4 0/0 turc n'a pas eu un marché fort actif et a montré une certaine lourdeur : nous le laissons en réaction de 25 cent. à 14 15.

La Dette unifiée d'Égypte est sans changement d'une semaine à l'autre à 322 50. Nous persistons à penser, par les raisons plusieurs fois exposées ici même, que les titres de la Dette égyptienne sont appelés à obtenir une capitalisation meilleure que leurs cours actuels.

Institutions de crédit

La Banque de France s'est élevée à 4,890 au comptant et reste à 4,870 sur ce marché, en avance de 70 fr. On calcule cependant que son dividende du second semestre de 1885 sera inférieur de 17 fr. à celui de la période correspondante de 1884.

L'action du Crédit foncier a été très demandée cette semaine : elle s'est avancée et reste à 1345 francs. Ce cours n'est certainement pas trop élevé en présence du revenu que donne ce titre et de la sécurité que présentent les opérations du Crédit foncier.

Les obligations foncières et communales ont également eu une bonne tenue. Les communales 1879 se cotent 453 fr. ; celles de l'emprunt 1885, absolument semblables aux précédentes, mais libérées seulement de 90 fr., ne sont encore qu'à 435 fr. ; elle conservent donc une marge à la hausse d'une certaine étendue, car elles nivelleront certainement certainement leurs cours avec ceux des obligations 1879, qui valent dès à présent, comme on le voit, 135 fr. de plus.

La Banque d'escompte n'est encore qu'à 450 : elle nous paraît appelée à dépasser sensiblement ce prix dans un avenir prochain, car l'amélioration constante des valeurs de son portefeuille et l'activité que déploie son administration lui assignent des cours bien supérieurs à ceux présentement cotés.

La Société des Immeubles de France a tenu son assemblée générale extraordinaire le 28 novembre ; toutes les résolutions proposées ont été votées à l'unanimité. Elles ont consacré la réduction du capital social à quinze millions de francs et la libération totale des actions de la Société. Cette libération sera faite par voie d'échange de deux actions libérées de 250 francs contre une action entièrement libérée et par voie de rachat des actions à la Bourse de Paris. Les résultats de l'exercice sont tels qu'ils justifient des cours supérieurs au pair : les décisions de l'assemblée extraordinaire ne pourront donc que favoriser le mouvement de reprise des actions de cette société financière.

La Société Générale demeure invariable à 450. La Banque de Paris est en reprise d'une vingtaine de francs à 605.

Assurances

Nous appelons l'attention des capitalistes qui cherchent des placements avantageux sur la Foncière-transports, qui a donné, l'année dernière, un dividende de 11 fr. en reportant 4 fr. environ par action à l'exercice courant. Les résultats connus de cet exercice, que le mois de décembre ne peut plus modifier, sont tels que le dividende sera au moins égal à celui de l'année dernière. Au cours actuel de 485 fr., qui représente un déboursé de 110 fr., c'est donc un revenu de plus de 10 0/0. L'action de la Foncière-transports devra, conséquemment, être l'une des premières, parmi les actions d'assurances, à profiter de la reprise qui ne peut manquer de se produire prochainement sur ces titres, trop dépréciés depuis quelques années.

Les Compagnies d'assurances qui ont été créées en Italie, il y a quelques années, n'ont pas eu à subir, comme les nôtres, les effets de la concurrence. La Fondiaria-incendio et la Fondiaria-vita, les seules Compagnies fondées depuis 1879, ont tenu toutes les promesses de leurs fondateurs. Elles se sont développées peu à peu et elles occupent aujourd'hui, l'une et l'autre, la première place parmi les

Compagnies nationales. Elles distribuent chaque année des dividendes à leurs actionnaires et ces dividendes légitiment des cours bien supérieurs à ceux pratiqués. Si, en France, la réaction qui a atteint les valeurs d'assurances ne comporte que quelques exceptions, en Italie elle n'est nullement justifiée pour les Fondiaria et il faut s'attendre à voir les cours des actions de ces Compagnies s'élever au-dessus du pair.

Chemins de fer

Malgré la persistance de la diminution des recettes de nos six grandes Compagnies, diminution qui, à l'heure actuelle, n'est pas moindre de 33,140,000 francs comparativement à la période correspondante de 1884, les actions sont toujours très fermes ; cette fermeté est évidemment due à la garantie faite par l'Etat à ces Compagnies d'un minimum de dividende ; mais, comme ce minimum ne paraît pas pouvoir être dépassé tant que la crise commerciale et industrielle que nous traversons paralysera le transit, nous pensons que, même en tenant compte de la sécurité absolue offerte par ces titres, leur capitalisation actuelle est bien suffisante.

Voici leurs derniers cours : Lyon 1240, Nord 1510, Orléans 1340, Midi 1180.

Parmi les chemins étrangers, les Autrichiens sont sans changement à 556 25 ainsi que les Lombards à 282 50. L'arbitrage que nous recommandons depuis quelque temps sur ces deux valeurs, en faveur de la première, est toujours aussi avantageux à effectuer.

Les actions des Méridionaux italiens se tiennent aux environs de 705 : elles valent beaucoup plus. En effet, certains journaux spéciaux ont appelé l'attention sur les réserves de la Société, dont le revenu représente deux francs au moins par titre. C'est un appoint à ajouter aux 36 fr. 75 de revenu que les sommes payées ou garanties par le gouvernement italien assurent déjà à l'action. Avec près de 40 fr. de rendement, cette action vaut au moins 800 fr. indépendamment des résultats de l'exploitation. Les acheteurs au cours actuel ont donc une large marge de bénéfice à réaliser, sans compter celle qui résulte du droit de souscrire au pair une action nouvelle contre cinq anciennes.

Le Nord d'Espagne est sans changement à 400 fr. et le Saragosse un peu plus faible à 310.

Valeurs diverses

Après avoir fléchi à 1435, le Gaz parisien est revenu fermer à 1455, son prix du samedi précédent. Comme nous l'avons déjà dit, l'extension croissante prise par l'éclairage au moyen de l'électricité peut finir par causer un préjudice sensible à la Compagnie du gaz.

Légère reprise de 15 fr. sur les Omnibus que nous laissons à 1035. Nous croyons cette reprise appelée à s'accroître, les diminutions de recettes éprouvées cette année par la Compagnie se trouvant, comme nous l'avons déjà dit, plus que compensées par les économies réalisées dans l'exploitation.

Le Canal de Suez gagne 25 francs à 2115 et il progressera vraisemblablement encore, car les résultats donnés par le transit continuent à être des plus brillants.

Le Panama est calme, mais soutenu, entre 400 et 405.

MAISONS RECOMMANDÉES

Jarve  
Arquebuisier, 81, rue Lafayette.

An Paradis des Enfants  
166, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chemisier  
(Spéc. flanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse  
Deuil. — 2, rue Tronchet.

Delvaux. Porcelaines 18, rue Royale.

Thonet frères  
Meubles bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois  
Grand dépôt porcelaines. 21, rue Drouot.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Parmi les revues destinées à la famille, la *Gazette de Dimanche* est assurément une des plus intéressantes et des plus complètes. MM. Bloud et Barral, éditeurs, 4, rue Madame, Paris, envoient gratuitement des numéros spécimens.

Pâte et Sirop de Nafé

Les plus efficaces des Pectoraux connus contre RHUME, BRONCHITE, IRRITATION DE POITRINE

PARIS, 53, Rue Vivienne, et dans les Pharmacies

quelque, qui se trouve être, cette fois, Mlle Reichenberg, puissent la transporter, la monter aisément dans de fructueuses tournées de province ou de salons. Elle prête et tourne sans cesse au monologue. Rien de mieux, à la condition que la Comédie Française, pour qui son nouveau directeur doit avoir d'autres visées, ne se charge pas trop souvent d'essayer sur ses planches officielles ces petites saynètes, évidemment destinées à des théâtres de société. Autrefois, on les essayait en Russie, et elles étaient de Musset !

La nouvelle revue du Théâtre-Baumarchais, l'*Assiette au beurre*, n'a pas mal réussi, puisqu'elle a fait rire. Seulement, le public était plus gai que la pièce, et le spectacle se promenait dans la salle. Je ne connais rien d'amusant comme ces galeries décidées à s'amuser quand même et qui, en effet, s'amusent de tout. L'orchestre joue des quadrilles : « Un vis-à-vis ! » crie un louste. On apporte sur la scène une statue de Voltaire : « Tiens ! Louise Michel ! » Les couplets qu'on chante et la voix qui les chante sont-ils médiocres, vite on les bisse, et l'on se tord. Vous devinez sans peine qu'à ce jeu la pièce se dérobe et qu'on n'y comprend bientôt plus rien. Qu'importe ! si l'on y va, et si l'on y retourne, j'y retournerais bien, si l'on me garantissait des apartés variés comme ceux du premier soir. Les acteurs parlent très bas, le public parle très haut ; on applaudit quand même et toujours. Il y a là une Mlle Georgette que les lauriers de Mmes la Goulue et Grille-d'Égout empêchaient évidemment de dormir. Elle peut aujourd'hui s'en couronner la jambe, qu'elle lève plus haut que la tête. La troupe a fait son devoir, tout son devoir. Mlle Blanche Quérété mérite une mention honorable ; M. Tervil aussi pour ses imitations de MM. Coquelin cadet et G. G. Mais rien ne m'a réjoui comme un hypnotiseur qui disait : « Je les ai tous hypnotisés ! » Un simple déplacement de lettre ! Il continuait, sans se douter de sa méprise : « Je n'ai qu'à étendre les mains, et je fais faire tout ce que je veux ! » Un spectateur, un négociant sans doute, lui a répondu : « Fais donc aller le commerce ! »

Demandez-moi maintenant ce que signifie ce titre étonnant : l'*Assiette au beurre*, je serais bien empêché de vous le dire, car je n'ai vu ni *beurre* ni *assiette* ; mais à cela près !

A. CLAVEAU.

## Feuilleton de la Patrie

DU 7 DECEMBRE

## REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française. — *Socrate et sa femme*, comédie en un acte, en vers, de M. Théodore de Banville. — *L'Héritière*, comédie en un acte, en prose, de M. Eugène Morand.

Théâtre-Baumarchais. — *L'Assiette au beurre*, revue en trois actes et huit tableaux, de MM. Henry Buguet et Bertol-Graivil.

Le Théâtre-Français a enfin exhibé, mercredi, la comédie de M. Théodore de Banville, *Socrate et sa femme*, qui attendait depuis treize ans dans ses cartons. C'est un legs de l'ancienne administration, et j'entends répéter, et je vois écrit, depuis quatre jours, que c'est un beau legs. Il est parfaitement certain qu'elle a obtenu un vif succès et que tout n'était pas camaraderie ni complaisance dans les trois salves d'applaudissements et les rappels géminés qui ont accueilli le nom de l'auteur jeté à l'orchestre, non sans quelque emphase, par M. Coquelin.

Encore que des habitudes, des abonnés, gens d'expérience et qui connaissent bien le vrai public, m'aient affirmé que c'était plus chaud que chaud et plus bruyant que sincère, je dois dire loyalement que la manifestation m'a paru vraiment très cordiale, et que les claps d'admiration dont j'ai été témoin semblaient bien égarer, en lyrisme, la poésie même qui les provoquait. J'ai d'ailleurs rencontré, à tous les étages du théâtre, des amateurs charmés, des connaisseurs ravis ; et j'ai bien vu depuis, dans nombre de journaux, que les mots de chef-d'œuvre et de triomphe étaient prononcés avec une franchise et un entrain qui ne permettent pas de supposer que l'hommage s'adressait uniquement à la vieillesse honorée de M. Théodore de Banville.

Discutons, cependant. C'est si bon de discuter quand on est sûr d'y mettre de la bonne foi et qu'on espère y apporter des arguments ! Je confesse avec une humilité qui n'est point de la fausse modestie, et aussi avec une sorte d'inquiétude et d'angoisse, née de la peur que

j'ai d'avoir perdu, ce soir là, tout discernement, qu'il m'a été impossible de m'émouvoir et de m'extasier au même degré que le voisinage. Même en me pinçant, je n'ai pas réussi à me monter à la température ni à partager ses transports. Il faut vraiment que les sources de la gaieté commencent à se tarir en moi, puisque la *Femme de Socrate* qui a fait rire tant de monde ne m'a pas fait rire. Je m'en accuse ou m'en excuse, comme il vous plaira ; mais le fait est qu'elle m'a laissé très sérieux, même sous les traits de Mme Samary, et j'en vais dire les raisons, si tant est qu'il y ait là des raisons à donner. On n'a pas ri, on n'a pas ri ; voilà tout. Le pourquoi est terriblement surcroûte.

Que m'a-tout d'abord déconcerté, si je ne me trompe, c'est un air de grosse caricature et de bouffonnerie outrance que le poète a donné à son principal personnage, et que l'actrice a furieusement souligné. J'entends bien que la *Femme de Socrate* est non seulement une comédie antique, mais ce qu'on appelle une vieille comédie, inspirée d'Aristophane et de Molière, et à laquelle on ne demandait même pas d'être une pièce. En effet, ce n'est pas une, dans le sens du moins que nous attachons aujourd'hui à ce mot. Vous n'y trouverez pas ombre d'action ni d'intrigue, et *Amphitryon* passerait pour un imbroglio très compliqué à côté de la *Femme de Socrate*. Tout se réduit à une suite de scènes dans lesquelles l'actrice Xantippe cherche querelle à son mari et exerce la patience de ce philosophe à sang froid. De guerre lasse, elle étouffe et va crever de rage, mais comme c'est, à tout prendre, une maladie dont on ne meurt pas, elle en revient, et promet, à genoux, de ne plus recommencer... Tenez pour certain qu'elle recommencera tout à l'heure !

Cette série d'explosions, ces cascades de colères poussées jusqu'au paroxysme ont beaucoup amusé la majorité des spectateurs ; je les ai trouvées monotones et chargées.

XANTIPPE  
Il n'entend rien. Je vais, je viens, je ris, je cours, je parle ; il se soucie autant de mes discours que du murmure d'une abeille sur l'hyacinthe. Mais, patience ; puisqu'il veut que je m'y mette, je m'en vais lui parler d'une telle façon que de ma voix sans doute il tigrera le son. Socrate ! vagabond ! traite ! crève ! bigame ! Sympheant ! voleur !

... Ce n'est rien, c'est ma femme !



